C.4.

Catalogue 85-002 Service Bulletin - Bulletin de service / ISSN 0715-271X

Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Centre canadien de la statistique juridique

Price: Canada: $10.00 per issue, $90.00 annually
United States: US $12.00 per issue, US $108.00 annually
Other Countries: US $14.00 per issue, US $126.00 annually
Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X
To order Statistics Canada publications, please call our national toll-free line: 1 800 267-6677 or internet: order@statcan.ca

Prix : Canada : 10 $ le numéro, 90 $ l'abonnement annuel
États-Unis : 12 $ US le numéro, 108 $ US l'abonnement annuel
Autres pays : 14 $ US le numéro, 126 $ US l'abonnement annuel
Périodicité : irrégulière / ISSN 0715-271X
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais : 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Vol. 16 No. 5

Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95

*Carole St-Amand and Peter Greenberg**

Highlights

- In 1994-95, the majority of youth court cases with guilty findings (66%) resulted in probation or other community-based programs. Custody sentences were ordered for 34%, of which slightly more than half were to open custody.
- On any given day in 1994-95, there were on average 4,900 youths in custody, representing approximately 0.2% of Canada's youth population. Since 1990-91, the number of youths in custody has risen gradually each year, by 20% overall.
- An average of 35,770 young offenders were serving a term of probation in 1994-95. The number of probationers has increased steadily each year, 30% overall since 1990-91.
- Close to 40% of all youths in custody in 1994-95 were serving their sentences in secure custody, an overall increase of 15% since 1990-91. Approximately 45% of youths in custody were serving sentences in open custody – an increase of 24% since 1990-91.
- An average of 760 youths were held in custody on remand status (i.e., while awaiting completion of their cases), representing approximately 15% of all youths in custody. The remand count has also been rising steadily, up 20% since 1990-91.
- Youth court data indicated that, in 1994-95, 43% of sentences to custody were for property-related offences.

March 1996

* *Correctional Services Program, Canadian Centre For Justice Statistics*

Vol. 16, nº 5

Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995

*Carole St-Amand et Peter Greenberg**

Faits saillants

- En 1994-1995, la majorité des causes impliquant des jeunes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité (66 %) ont abouti à une mise en probation ou une autre peine purgée dans la collectivité. Des placements sous garde ont été ordonnés dans 34 % des causes, dont un peu plus de la moitié étaient des placements en milieu ouvert.
- À tout moment en 1994-1995, 4 900 adolescents, en moyenne, étaient sous garde, ce qui représente environ 0,2 % de la population d'adolescents au Canada. Depuis 1990-1991, le nombre d'adolescents mis sous garde a augmenté graduellement d'une année à l'autre, l'augmentation globale s'établissant à 20 %.
- En moyenne, environ 35 770 jeunes contrevenants, étaient en probation en 1994-1995. Le nombre de probationnaires n'a pas cessé d'augmenter d'une année à l'autre, l'augmentation globale s'établissant à 30 % depuis 1990-1991.
- Près de 40 % de tous les adolescents sous garde purgeaient leur peine dans un milieu fermé, pour une hausse globale de 15 % depuis 1990-1991. Environ 45 % de tous les adolescents mis sous garde purgeaient leur peine en milieu ouvert – une augmentation de 24 % depuis 1990-1991.
- Sept cent soixante adolescents, en moyenne, étaient en détention provisoire (c'est-à-dire qu'ils attendaient le règlement de leur cause); ce chiffre représente environ 15 % de tous les adolescents sous garde. Le nombre de cas de détention provisoire a aussi progressivement augmenté, enregistrant une hausse de 20 % depuis 1990-1991.
- Selon les données des tribunaux de la jeunesse, 43 % des adolescents condamnés à un placement sous garde en 1994-1995 l'ont été pour des infractions contre les biens.

Mars 1996

* *Programme des services correctionnels, Centre canadien de la statistique juridique*

Introduction

Concern that the justice system may not be tough enough on young offenders convicted of more serious offences has led to legislative changes to the ***Young Offenders Act (YOA)*** and the ***Criminal Code of Canada***. Bill C-37, proclaimed December 1, 1995 specifies, among other things, the situations for which custody should and should not be ordered and whether it should be secure or open custody; new provisions for easing the transfer of specific youth court cases to adult court; and more severe penalties for youths convicted of violent crimes. Bill C-37 also specifies that the custodial system should be used only as a last resort for youths who have been convicted of non-violent offences.

On any given day in 1994-95, there were slightly less than 5,000 youths in custody and almost 36,000 young offenders serving a term of probation. Overall, these youths account for approximately 2% of youths aged 12 to 17 years. This Juristat examines youth correctional caseload trends, with a focus on the custodial population.

Overview of Youth Corrections

The ***YOA*** has, as its primary objective, the protection of society from criminal behaviour. At the same time, the Act acknowledges that youths, while in a state of dependency, must be held accountable for their actions. As noted above, recent legislative amendments imply a shift in policy direction: custody should only be used when necessary, for more serious offences. For non-violent offenders, there should be more reliance on rehabilitation within the community.

A youth may also participate in Alternative Measures programs, where young offenders are diverted from the court process but are still held accountable for their actions. This option includes several programs similar to non-custodial dispositions, for example, the performance of community or personal services and/or other measures as appropriate.

Custodial Options

Young offenders found guilty are sentenced according to guidelines prescribed in the ***YOA***. If sentenced to custody, offenders may be required to serve time in a secure or open custody facility within which individual freedoms may be restricted. It is important to note that each province and territory is responsible for the administration of youth corrections and, as such, the extent to which young offenders' freedoms are limited while in custody varies. Regardless, the maximum custodial sentence is two years (three years if the offence would normally carry a maximum penalty of life imprisonment in adult court). The most serious crimes (first or second degree murder) carry a maximum custodial sentence of six years, to be followed by an additional four years of conditional supervision (Bill C-37, December, 1995).

Introduction

Comme l'on craignait que l'appareil judiciaire ne soit pas suffisamment sévère à l'endroit des jeunes contrevenants reconnus coupables d'infractions plus graves, on a modifié la ***Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)*** et le ***Code criminel du Canada***. Le projet de loi C-37, qui a été promulgué le 1er décembre 1995, définit, entre autres, les situations où un placement sous garde devrait ou ne devrait pas être ordonné, et si le placement devrait être en milieu ouvert ou en milieu fermé; renferme de nouvelles dispositions visant à faciliter le transfert de certains cas du tribunal de la jeunesse au tribunal pour adultes; et impose des peines plus sévères aux adolescents reconnus coupables de crimes de violence. Le projet de loi C-37 précise également que le placement sous garde ne devrait être utilisé qu'en dernier ressort pour les adolescents reconnus coupables d'infractions sans violence.

À tout moment en 1994-1995, il y avait un peu moins de 5 000 adolescents sous garde, et presque 36 000 en probation. Dans l'ensemble, ces jeunes comptent pour environ 2 % des adolescents âgés de 12 à 17 ans. Le présent Juristat examine les tendances qui se dessinent dans les services correctionnels pour les jeunes, l'accent étant mis sur la population mise sous garde.

Aperçu des services correctionnels pour les jeunes

L'objectif primordial de la ***LJC*** est de protéger la société contre les comportements criminels. Parallèlement, la Loi reconnaît que les adolescents, même s'ils ne sont pas encore autonomes, doivent être tenus responsables de leurs actes. Comme il est mentionné ci-dessus, de récentes modifications législatives sous-entendent un virement de politique : le placement sous garde ne devrait être utilisé que dans les cas où il est nécessaire, pour les crimes les plus graves. Pour les contrevenants non violents, il faudrait avoir davantage recours à des programmes de réadaptation dans la collectivité.

Les jeunes contrevenants peuvent aussi participer à des programmes de mesures de rechange, selon lesquels ils sont soustraits au processus judiciaire mais sont encore tenus responsables de leurs actes. Ces programmes s'assimilent à des décisions ne comportant pas la garde – par exemple, indemnisation, fourniture de services communautaires et de services personnels, ou autres mesures jugées également appropriées.

Le placement sous garde

Les jeunes contrevenants reconnus coupables sont condamnés conformément aux lignes directrices prescrites dans la ***LJC***. S'ils font l'objet d'une décision comportant la garde, ils peuvent être tenus de purger une peine dans un établissement en milieu fermé ou en milieu ouvert, où la liberté individuelle peut être restreinte. Il importe de mentionner que chaque secteur de compétence est responsable de l'administration des services correctionnels pour les jeunes et, pour cette raison, la mesure dans laquelle la liberté des jeunes contrevenants est restreinte pendant qu'ils sont sous garde varie. Néanmoins, la peine d'incarcération maximale est de deux ans (trois ans dans le cas des infractions dont la peine, qui est prononcé par un tribunal pour adulte, est habituellement passible d'un emprisonnement à perpétuité). Les crimes les plus graves sont passibles d'une peine d'incarcération maximale de six ans, suivis de quatre autres années en liberté sous condition dans la collectivité (Loi C-37, décembre 1995).

In addition to secure and open custody, youth custody caseloads also include those who have been remanded to custody (non-sentenced custody). Youths have a status of remand when they are being detained in custody under a Remand Warrant and are awaiting a further court appearance. In some jurisdictions, remanded youths represent a significant portion of youths in custody.

Outre la garde en milieu fermé et la garde en milieu ouvert, le nombre de jeunes placés sous garde comprend également ceux qui ont été renvoyés en détention provisoire (garde avant la condamnation). Les jeunes sont en détention provisoire lorsqu'ils sont placés sous garde en vertu d'un mandat de détention provisoire et qu'ils attendent de comparaître de nouveau en cour. Dans certains secteurs de compétence, les jeunes contrevenants en détention provisoire représentent une forte proportion des adolescents sous garde.

Community-Based Options

In addition to dispositions of custody, the Court may order youths to serve their sentences in the community. There are a variety of community-based options available – probation, community services, personal services, fines, compensation, and restitution. Probation dispositions are ordered for a specified period of time and may not exceed two years in length. Additionally, the Court may order special conditions such as residing at a specific location, attending school, and/or refraining from attending a certain place.

La mise en liberté dans la collectivité

Outre les décisions comportant le placement sous garde, le tribunal peut ordonner que les jeunes purgent leur peine dans la collectivité. Il existe diverses décisions ne comportant pas la garde – probation, services communautaires, services personnels, amendes, indemnisation et restitution. La mise en probation est ordonnée pour une période précise qui ne peut dépasser deux ans. En outre, le tribunal peut imposer des conditions spéciales, par exemple loger à un endroit précis, fréquenter l'école, ou ne pas fréquenter un certain endroit.

Review Orders

While parole provisions apply to adult corrections, the ***YOA*** allows for young offender dispositions to be reviewed provided certain conditions warrant the review (e.g., evidence that the youth's rehabilitation has progressed significantly to date). Upon review, the Court may (1) transfer the youth from secure to open custody or from custody to conditional supervision or to probation; (2) release the youth from further obligation (non-custodial dispositions) or have some of the dispositions varied; or, (3) confirm the dispositions and make no change to the youth's status.

Examen des décisions

Bien que les dispositions relatives à la libération conditionnelle s'appliquent aux services correctionnels pour adultes, la ***LJC*** autorise l'examen de décisions d'un jeune contrevenant, pourvu que certaines conditions le justifient (p. ex., des preuves que l'adolescent a déjà fait beaucoup de progrès dans sa réadaptation). À l'issue de l'examen, le tribunal peut 1) transférer l'adolescent d'un établissement en milieu fermé à un établissement en milieu ouvert, le mettre en «liberté sous condition» ou encore, le mettre en probation; 2) supprimer toute autre obligation qui lui a été imposée (décisions ne comportant pas la garde) ou modifier certaines dispositions le concernant; ou 3) confirmer les décisions et ne pas modifier le statut de l'adolescent.

About The Data

The data in this Juristat are drawn from the Youth Key Indicator Report (Y-KIR) and the Youth Court Survey (YCS). Y-KIR data present average counts of youths serving a sentence of secure custody, open custody or probation. In addition, Y-KIR data include young offenders who have been remanded to custody awaiting completion of their trials. YCS data provide information on the most serious disposition for cases which have received a guilty verdict.

It is important to note that Y-KIR data used in this report refer only to counts of offenders who are in custody on a remand warrant, serving a disposition of sentenced secure or open custody, or serving a term of probation. Excluded are offenders in the youth corrections system with a community disposition other than probation e.g., community service order, fines, restitution, compensation, etc. In 1994-95, approximately 18% of youth court cases with guilty findings resulted in community dispositions other than probation.

Les données

Les données figurant dans le présent Juristat sont tirées du Rapport des indicateurs clés pour les jeunes contrevenants (RIC-JC) et de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ). Les données RIC-JC présentent les comptes moyens d'adolescents condamnés à la garde en milieu fermé ou en milieu ouvert, ou mis en probation. En outre, elles comprennent les jeunes contrevenants placés en détention provisoire en attendant l'issue de leur procès. Les données de l'ETJ fournissent des renseignements sur la décision la plus sévère pour les affaires qui ont abouti à un verdict de culpabilité.

Il importe de mentionner que les données RIC-JC utilisées dans le présent rapport se rapportent uniquement aux nombres de contrevenants sous garde en vertu d'un mandat de détention provisoire, sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert, ou encore mis en probation. Sont exclus les contrevenants dans le système des services correctionnels pour les jeunes qui ont fait l'objet d'une décision ne comportant pas la garde, autre que la mise en probation, p. ex., ordonnance de services communautaires, amendes, restitution, indemnisation, etc. En 1994-1995, environ 18 % des causes dont ont été saisis les tribunaux pour adolescents et qui ont donné lieu à un verdict de culpabilité ont fait l'objet de décisions ne comportant pas le placement mais autre que la mise en probation.

Focus On Serious Violent Youth

Recent legislative amendments pursuant to Bill C-37 suggest that public pressure to 'get tough' with violent young offenders is being heard. The amended legislation places the onus on the young person, his/her counsel or the Attorney General to show why a case of serious violence should proceed in youth court. Otherwise, cases of murder or attempted murder, manslaughter, or aggravated sexual assault will automatically be heard in adult court if the offender was sixteen or seventeen years of age at the time of the offence.

If the case was not transferred to adult court:

- for first degree murder, the maximum sentence is 10 years, of which a maximum of 6 years is to be served in custody and the remainder on conditional supervision;
- for second degree murder, the maximum sentence is 7 years comprised of 4 years in custody and the remainder on conditional supervision; and
- for first or second degree murder, the young person has the option of electing trial before a youth court judge or trial by superior criminal court judge and jury. If an election is not made, then the election will have been deemed to be to superior court.

If the murder case is heard in adult court:

- if convicted of first or second degree murder and the offender is under 16, the penalty is life imprisonment without parole for between 5 and 7 years, or 5 years if the judge does not set parole ineligibility;
- if 16 or 17 and the offence was first degree murder, the penalty is life without parole for 10 years; and
- if 16 or 17 and the offence is second degree murder, the penalty is life with no parole for 7 years.

Attention particulière accordée aux jeunes reconnus coupables d'un crime de violence grave

Il ressort des récentes modifications législatives prévues au projet de loi C-37 que l'on tient compte des pressions exercées par le public pour que les jeunes contrevenants coupables de crimes de violence graves soient traités de façon plus sévère. Selon la nouvelle loi, il incombe à l'adolescent, à son avocat ou au procureur général de démontrer pourquoi une affaire impliquant un crime de violence grave devrait être entendue par un tribunal pour adolescents. Autrement, une affaire impliquant un meurtre ou une tentative de meurtre, un homicide involontaire ou une agression sexuelle grave sera entendue devant un tribunal pour adultes, si le contrevenant était âgé de 16 ou 17 ans au moment de l'infraction.

Si le cas n'a pas été transféré à un tribunal pour adultes :

- pour un meurtre au premier degré, la peine maximale est de dix ans, dont six ans au maximum doivent être purgés dans un établissement de détention, et le reste en liberté sous condition dans la collectivité;
- pour un meurtre au deuxième degré, la peine maximale est de sept ans, dont quatre ans en détention et le reste en liberté sous condition dans la collectivité;
- pour un meutre au premier ou au deuxième degré, le jeune contrevenant peut choisir d'être jugé par un juge du tribunal pour adolescents, ou un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle. À défaut de choix, on présumera qu'il veut être jugé par un juge d'une cour supérieure.

Dans une affaire de meurtre entendue par un tribunal pour adultes :

- si le contrevenant est reconnu coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qu'il a moins de 16 ans, la peine est l'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant cinq à sept ans, ou cinq ans si le juge ne décide pas qu'il est inadmissible à la libération conditionnelle;
- si le contrevenant est âgé de 16 ou 17 ans et qu'il s'agit d'un meurtre au premier degré, la peine est l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant dix ans;
- si le contrevenant est âgé de 16 ou 17 ans et que l'infraction est le meurtre au deuxième degré, la peine est l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant sept ans.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Custodial Caseload Trends

Youths in Custodial Facilities

During 1994-95, the average daily actual-in count[1] of young offenders across Canada was approximately 4,900 young offenders[2], an increase of 5% over 1993-94 (Table 1). This total includes young offenders in sentenced secure custody (40%), sentenced open custody (45%) and youths who have been remanded to custody awaiting completion of their trials and/or sentencing (15%). According to youth court statistics, the vast majority of these youths are male.

In some jurisdictions, remanded youth can represent a significant proportion of the supervised custodial caseload (Figure 1). For example, in 1994-95, 28% of the youth custody caseload in Manitoba and 25% in Alberta involved young offenders who had been remanded to custody. The use of remand is clearly an important aspect of the administration of youth custody and requires considerable resources. It should be noted that 'remand time' may be considered at the time of sentencing. While not a specific sentenced disposition, the amount of time spent in custody on a remand warrant may be factored into the youth's sentence.

Nombre d'adolescents en détention – tendances

Adolescents dans des établissements de détention

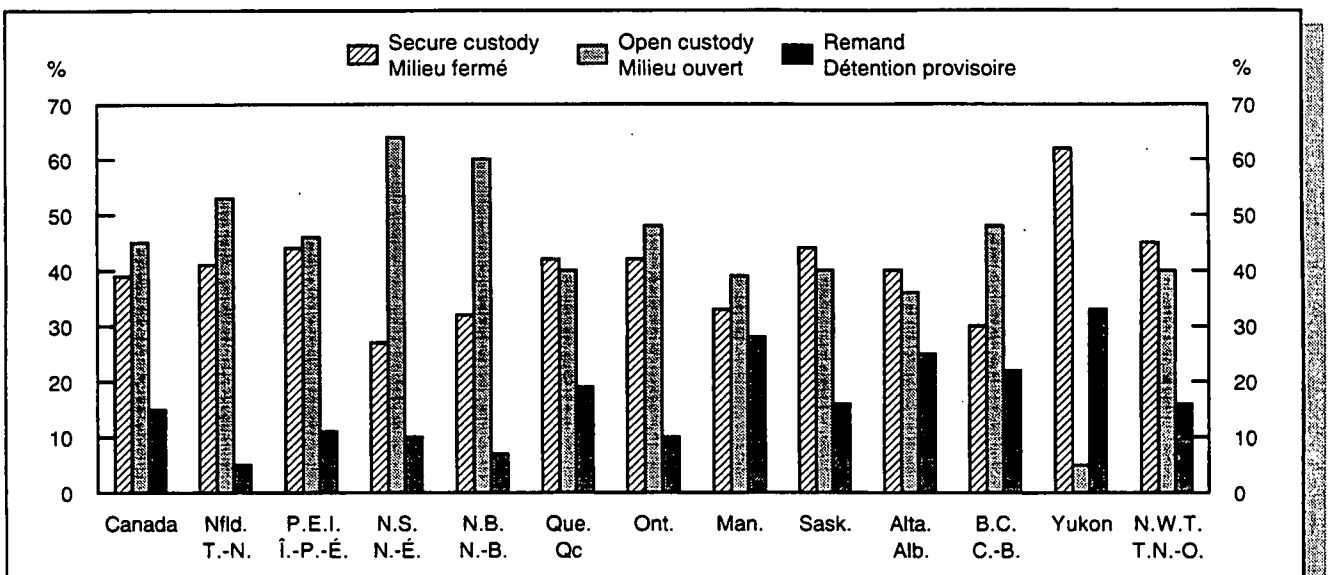
En 1994-1995, le compte quotidien moyen[1] des jeunes contrevenants en détention dans l'ensemble du Canada s'est établi à environ 4 900[2], soit une augmentation de 5 % par rapport à 1993-1994 (tableau 1). Ce total englobe les adolescents condamnés à la garde en milieu fermé (40 %), la garde en milieu ouvert (45 %), et la détention provisoire en attendant l'issue de leur procès ou le prononcé de la sentence (15 %). Selon les statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, la vaste majorité de ces adolescents sont de sexe masculin.

Dans certains secteurs de compétence, les jeunes en détention provisoire peuvent représenter une forte proportion du nombre de jeunes en détention (figure 1). Par exemple, en 1994-1995, 28 % des jeunes incarcérés au Manitoba et 25 % en Alberta étaient des jeunes contrevenants en détention provisoire. Le recours à la détention provisoire constitue nettement un aspect important de l'administration des services de garde pour les jeunes, qui exige des ressources considérables. Il convient de mentionner que la 'période de détention provisoire' peut être prise en compte au moment du prononcé de la sentence. Même s'il ne s'agit pas d'une peine bien distincte, on peut tenir compte du temps passé en détention provisoire dans la peine imposée à l'adolescent.

Figure 1

Average Daily Count of Young Offenders, by Custody Status, Canada and the Provinces1994-95

Répartition des comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants, selon le statut de la détention, 1994-1995



Note: See Table 1 footnotes.
Source: Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders, August 1995.

Nota : Veuillez vous référer aux notes de bas de page du tableau 1.
Source: Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants, août 1995.

[1] *Includes all youths who were legally required to be at a facility and who were serving sentences in secure custody, open custody and offenders who have been remanded to custody awaiting completion of their trials, and were present at the time the count was taken.*

[2] *Data for 12 to 15 year olds who have been remanded to custody in Ontario were not available from October to March 1993-94 and for fiscal year 1994-95 and are therefore not included in trend analysis.*

[1] *Comprend tous les adolescents qui devaient, en vertu de la loi, être détenus dans un établissement et qui purgeaient des peines d'incarcération en milieu fermé, en milieu ouvert, ainsi que les contrevenants placés en détention provisoire en attendant l'issue de leur procès, et qui étaient présents lors du compte.*

[2] *Comme les données sur les jeunes de 12 à 15 ans qui avaient été placés en détention provisoire en Ontario n'étaient pas disponibles d'octobre à mars 1993-1994 et pour l'exercice 1994-1995, elles ne sont pas incluses dans l'analyse des tendances.*

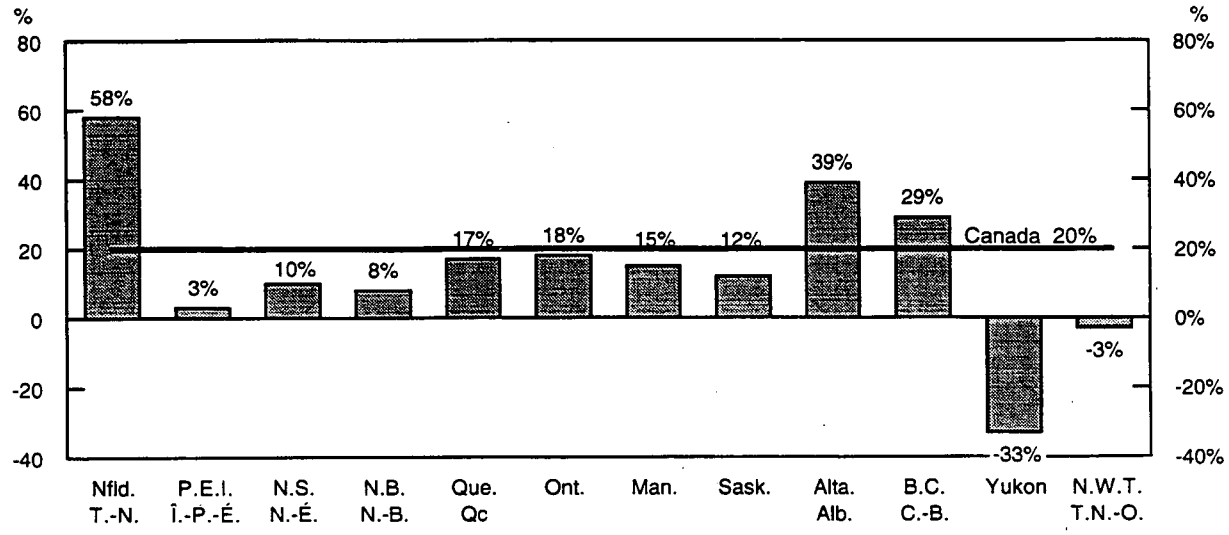
Data for 1990-91 to 1994-95 show that in most jurisdictions there have been sizeable increases in the number of youths in custodial facilities (Figure 2). One factor contributing to this trend is an increase in sentences to custody for violent crime. In 1994-95, excluding 12-15 year olds in Ontario, the average daily count of 4,942 young offenders represents an increase of 20% from 1990-91. This increase ranged from 3% in Prince Edward Island to 58% in Newfoundland and Labrador. Two other provinces also had large increases – Alberta (39%) and British Columbia (29%). The Northwest Territories and the Yukon were the only two jurisdictions reporting a decrease in their total actual-in counts.

Il ressort des données portant sur la période de 1990-1991 à 1994-1995 que le nombre d'adolescents placés sous garde a sensiblement augmenté dans la plupart des secteurs de compétence (figure 2). Cette tendance découle, entre autres, d'une augmentation du nombre de peines d'incarcération imposées pour des crimes de violence. En 1994-1995, à l'exclusion des adolescents de 12 à 15 ans en Ontario, le compte quotidien moyen de 4 942 jeunes contrevenants représente une augmentation de 20 % par rapport à 1990-1991. Cette augmentation variait de 3 % dans l'Île-du-Prince Édouard à 58 % à Terre-Neuve et au Labrador. Deux autres provinces ont aussi enregistré de fortes hausses - l'Alberta (39 %) et la Colombie-Britannique (29 %). Les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon ont été les deux seuls secteurs de compétence à déclarer une diminution de leur compte total.

Figure 2

Percentage Change in Average Daily Actual-in Counts of Young Offenders from 1990-91 to 1994-95, Canada and the Provinces

Taux de variation du compte quotidien moyen des jeunes contrevenants en établissement de 1990-1991 à 1994-1995, Canada et provinces



Source: Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders, August 1995.

Source: Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants, août 1995.

Rates of Youths in Custody

In 1994-95, including youths remanded to custody, Canada's youth custody rate was 20.9 per 10,000 youths, which was an increase of 4% from 1993-94 (Table 1). Excluding the Yukon and Northwest Territories[3], Saskatchewan (37.4), Manitoba (31.7) and New Brunswick (31.2) had the highest rates of youths in custody while Quebec (10.5) had the lowest. It should be noted that, in New Brunswick, open custody is a community-based program (for secure custody, the rate was 10.1, for open custody, the rate was 18.7, for remand, the rate was 2.4).

[3] *Jurisdictions with small caseloads and population generally have disproportionate variability from year to year. Comparing rates of incarceration for the Yukon and Northwest Territories with the other provinces may not be appropriate.*

Proportions d'adolescents placés sous garde

En 1994-1995, la proportion d'adolescents placés sous garde au Canada, y compris les adolescents placés en détention provisoire, s'établissait à 20,9 pour 10 000 adolescents, ce qui représente une hausse de 4 % par rapport à 1993-1994 (tableau 1). À l'exclusion du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest[3], la Saskatchewan (37,4), le Manitoba (31,7) et le Nouveau-Brunswick (31,2) accusaient les proportions les plus élevées de jeunes placés sous garde, alors que le Québec affichait la plus faible (10,5). Il convient de mentionner qu'au Nouveau-Brunswick, le placement sous garde en milieu ouvert est un programme communautaire (pour le placement en milieu fermé, le taux était de 10,1 %, contre 18,7 % pour le placement en milieu ouvert et 2,4 % pour la détention provisoire).

[3] *Les secteurs de compétence où le nombre de cas et la population sont faibles enregistrent en général des variations disproportionnées d'une année à l'autre. Par conséquent, il serait peut-être préférable de ne pas comparer les taux d'incarcération du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest avec ceux des autres provinces.*

Between 1990-91 and 1994-95, Canada's youth custody rate increased steadily from 18.3 to 20.9, an overall increase of 14%. In most jurisdictions, this rate has increased. Newfoundland recorded the highest overall increase – from 15.2 in 1990-91 to 27.2 in 1994-95. In the other jurisdictions, increases ranged from 4% in Prince Edward Island to 27% in Alberta. Decreases were only recorded in the Yukon and Northwest Territories.

De 1990-1991 à 1994-1995, le taux d'incarcération des adolescents au Canada a augmenté régulièrement, passant de 18,3 à 20,9, pour une augmentation globale de 14 %. Dans la plupart des secteurs de compétence, ce taux a augmenté. Terre-Neuve a affiché l'augmentation globale la plus élevée – de 15,2 en 1990-1991 à 27,2 en 1994-1995. Dans les autres secteurs de compétence, les augmentations variaient de 4 % dans l'Île-du-Prince-Édouard à 27 % en Alberta. Seuls le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont accusé des baisses.

Use of Open and Secure Custody

The ***YOA*** provides to the youth court the option of sentencing an offender to open or secure custody. In general, facilities are designated as secure or open, based on the nature and extent to which youths are restrained (i.e., level of supervision, restriction of freedoms, access to the community). The ***YOA*** refers to levels of physical restraint, security of premises and location of facilities (e.g., foster homes, group homes, etc.) in outlining the differences between secure and open custody facilities. However, for several jurisdictions, the distinction may not be as clear. For example, in some jurisdictions, an individual may be remanded to custody and then serve a sentence of secure custody followed by open custody all in the same complex. For some jurisdictions, the only difference between secure and open custody facilities is that an open custody facility may be less physically secure. In still others, for example, New Brunswick, open custody is treated as a community-based program involving much lower levels of supervision and minimal restrictions.

In 1994-95, the majority of youths sentenced to secure or open custody were males aged 16 years or older (Table 2).

Recours à la garde en milieu ouvert et la garde en milieu fermé

La ***LJC*** donne au tribunal pour adolescents le choix de condamner un contrevenant à un placement sous garde en milieu ouvert ou en milieu fermé. En règle générale, les établissements sont désignés comme étant des milieux fermés ou des milieux ouverts selon la mesure dans laquelle les mouvements des adolescents sont restreints, et selon les moyens employés à cette fin (c.-à-d. niveau de surveillance, restriction des libertés, accès à la collectivité). Dans la ***LJC***, on fait allusion aux niveaux de contrainte physique, à la sécurité de l'établissement et à sa nature (p. ex. foyer d'accueil, foyer collectif, etc.) lorsqu'on décrit les différences entre les établissements en milieu fermé et les établissements en milieu ouvert. Toutefois, pour plusieurs secteurs de compétence, la distinction peut ne pas être aussi claire. Par exemple, dans certains secteurs, le contrevenant peut être placé en détention provisoire, puis purger une peine en milieu fermé suivie d'une peine en milieu ouvert, et ce, dans le même établissement. La seule différence entre un établissement en milieu fermé et un établissement en milieu ouvert peut tenir au fait que l'établissement en milieu ouvert est peut-être moins sécuritaire sur le plan des locaux. En outre, dans d'autres secteurs (par exemple, le Nouveau-Brunswick), le placement en milieu ouvert est traité comme un programme communautaire, qui nécessite un niveau de surveillance beaucoup plus faible et un minimum de restrictions.

En 1994-1995, la majorité des adolescents placés sous garde ouverte ou fermée était de sexe masculin et étaient âgés de 16 ans ou plus (tableau 2).

Trends in Sentences to Custody

In 1994-95, 34% of youth court cases resulted in sentences to custody (Table 3). Property crime cases accounted for almost 43% of all sentences to custody. Of these, cases of break and enter represented 39% of all property cases ending in custody and almost 17% of all cases resulting in custody (Figure 3).

It is interesting to note a trend away from sentences to custody for property-related offences as demonstrated through recent youth court sentencing practises. For example, in 1991-92, property cases accounted for approximately 50% of all cases ending in custody. However, in 1994-95, only 43% of custody cases were for property related offences. Similarly, 21% of custody cases in 1991-92 were for break and enter offences while, in 1994-95, the proportion was only 17%.

Tendances relatives aux peines d'incarcération

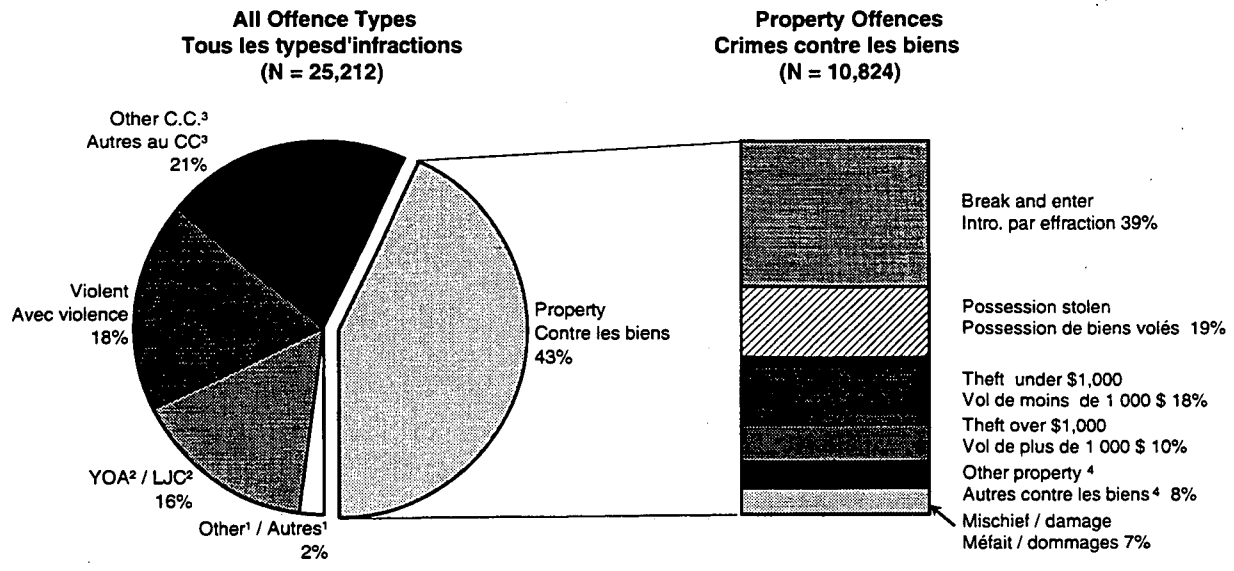
En 1994-1995, 34 % des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse ont abouti à un placement sous garde (tableau 3). Les affaires impliquant des crimes contre les biens ont représenté près de 43 % de toutes les causes ayant donné lieu à un placement sous garde. Sur ce nombre, les introductions par effraction ont compté pour 39 % de tous les crimes contre les biens pour lesquels un placement sous garde a été ordonné, et près de 17 % de tous les crimes ayant donné lieu à un placement sous garde (figure 3).

Il est intéressant de noter que l'on a tendance à s'éloigner des peines comportant un placement sous garde dans le cas des infractions contre les biens, comme en témoignent les pratiques récentes des tribunaux de la jeunesse. Par exemple, en 1991-1992 les causes impliquant des crimes contre les biens ont compté pour environ 50 % de toutes les causes qui se sont traduites par un placement sous garde. Toutefois, en 1994-95, seulement 43 % des causes qui ont abouti à un placement sous garde impliquaient des infractions contre les biens. De même, en 1991-92, 21 % de tout les placements sous garde étaient reliés aux cas d'introduction par effraction, contre seulement 17 % en 1994-95.

Figure 3

Distribution of Custodial Dispositions by Offence Type, Canada, 1994-95

Répartition des décisions comportant le placement sous garde, selon le type d'infraction, Canada, 1994-1995



[1] *"Other" offences include: CA offences; FDA offences; and, "other federal statute" offences.*
[2] *YOA offences include: failure to comply with a disposition; failure to comply with an undertaking; contempt against youth court; and, assist, interfere and other YOA dispositions.*
[3] *Other Criminal Code includes: impaired operation of a motor vehicle; escape custody; unlawfully at large; failure to appear; failure to comply; attempts, accessories and conspiracy; disorderly conduct/nuisances; and, other Criminal Code offences.*
[4] *"Other" property offences include: arson; forgery/fraud; taking motor vehicle without consent; and, other thefts.*
Source: Youth Court Survey, 1994-95.

[1] *Par «autres» infractions on entend les infractions à la LSS, et la LAD et aux »autres lois fédérales».*
[2] *Les infractions à la LJC sont notamment le défaut de se conformer à une décision, l'omission de se conformer à une promesse, l'outrage au tribunal de la jeunesse, et les infractions relatives à l'aide et à l'entrave et aux autres décisions prévues par la LJC.*
[3] *Par «autres Code criminel», on entend conduite avec facultés affaiblies, l'évasion, en liberté sans excuse, défaut de comparaître, défaut de se conformer, tentatives, complices, complot, troubler la paix, nuisances et autres infractions au Code criminel.*
[4] *Par «autres» crimes contre les biens, on entend le crime d'incendie, la faux/fraude, le vol de véhicules à moteur et les autres vols.*
Source: Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-1995.

It is also noteworthy that the proportion of YOA-related cases which involve 'administrative' offences has increased as a proportion of all custody cases. For example, 'escaping custody', 'failure to comply with a disposition' and 'breach of probation', accounted for 16% of all custody cases, up from 12% in 1991-92. The proportion of custody cases involving violent offences also increased from 15.4% in 1991-92 to 17.5% in 1994-95.

Rates Of Youths In Sentenced Custody

The rate of youth in sentenced custody has increased steadily since 1990-91. In 1994-95, there was an average of 4,190 young offenders serving sentences in secure or open custody facilities – a rate of 17.7 per 10,000 youths. This represents an overall increase of 14% from the 1990-91 rate. While yearly changes varied extensively for some provinces, all jurisdictional rates of youths in sentenced custody increased from 1990-91 levels except the rate for Prince Edward Island. (The Yukon and Northwest Territories have been excluded from this analysis because

Il importe aussi de noter que la proportion de cas visés par la LJC et impliquant des infractions 'administratives' a augmenté en tant que proportion de tous les cas de placement sous garde. Par exemple, 'l'évasion', 'le défaut de se conformer à une décision' et 'le manquement aux conditions de probation' ont compté pour 16 % de tous les cas de placement sous garde, contre 12 % en 1991-1992. La proportion de cas de placement sous garde impliquant des infractions avec violence a également augmenté, passant de 15,4 % en 1991-1992 à 17,5 % en 1994-1995.

Proportions d'adolescents ayant fait l'objet d'une décision comportant la garde

La proportion de jeunes ayant fait l'objet d'une décision comportant la garde a progressivement augmenté depuis 1990-1991. En 1994-1995, 4 190 jeunes contrevenants, en moyenne, purgeaient des peines dans des établissements en milieu fermé ou en milieu ouvert – un taux de 17,7 pour 10 000 jeunes. Ce chiffre représente une augmentation globale de 14 % par rapport au taux de 1990-1991. Même si certaines provinces ont enregistré de fortes variations d'une année à l'autre, les taux de toutes les provinces ont augmenté par rapport aux niveaux de 1990-1991, sauf dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard. (Le Yukon et les

of high variability associated with very small caseloads). The lowest rate increases over the five year period occurred in British Columbia (8%), Quebec (9%) and Saskatchewan (11%), while the highest were recorded for Nova Scotia (16%), Manitoba (19%) and Alberta (30%). In 1994-95, the rate of youths in sentenced custody ranged from a low of 8.6 and 11.2 in Quebec and British Columbia respectively, to 31.4 in Saskatchewan (Table 4).

Youths in Sentenced Secure and Open Custody

There appears to be substantial variation in the proportion of young offenders in secure vs. open custody. During 1994-95, on any given day there were approximately 1,950 youths serving their sentences in secure custody facilities – slightly less than half (47%) of all youths in sentenced custody (Table 1). The number of youths in secure custody has increased steadily (15%) since 1990-91 although a slight decrease of 4% was recorded between 1990-91 and 1991-92. The number of youths serving their sentences in open custody also increased steadily, 24% since 1990-91.

Since 1990-91, there has been substantial variation in the proportions of youths in secure and open custody across the provinces (Figure 4). In Ontario, secure custody counts increased by only 10% while open custody counts increased almost three times as much (29%) during the same period. In Saskatchewan, the number of youths in secure custody increased by 29% while open custody counts decreased slightly (-1%). In British Columbia and New Brunswick, secure custody counts decreased (-5% and -13%, respectively) while the number of youths in open custody increased substantially (46% and 19%, respectively).

An important trend involves secure custody for specific offence types, specifically property offence cases, which have generally occupied the greatest proportion of custody sentences relative to other offence types. For example, in 1991-92, approximately 46% of all sentences to secure custody were for property cases while, in 1994-95, this proportion was only 40%. Similarly, in 1991-92, break and enter cases accounted for almost 23% of sentences to secure custody compared to 17% in 1994-95.

As with the trends in overall custody utilization, however, it is important to note that the generally non-violent YOA-related 'administration' offence cases have occupied a greater proportion of secure custody cases, increasing from 12.2% in 1991-92 to 16% in 1994-95. Similarly, violent cases also occupied a greater share of secure custody cases, increasing from 16% in 1991-92 to 18.3% in 1994-95.

Territoires du Nord-Ouest ont été exclus de la présente analyse en raison de la forte variabilité attribuable à des nombres très petits.) Les hausses les plus faibles au cours de la période de cinq ans ont été enregistrées en Colombie-Britannique (8 %), au Québec (9 %) et en Saskatchewan (11 %), alors que les hausses les plus fortes l'ont été en Nouvelle-Écosse (16 %), au Manitoba (19 %) et en Alberta (30 %). En 1994-1995, la proportion de jeunes ayant fait l'objet d'une décision comportant la garde variait de 8,6 et 11,2 au Québec et en Colombie-Britannique respectivement, à 31,4 en Saskatchewan (tableau 4).

Les adolescents sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert

Il semble y avoir beaucoup de différence dans la proportion des jeunes contrevenants placés en milieu fermé par rapport à la proportion qui sont placés en milieu ouvert. En 1994-1995, il y avait toujours, en moyenne, 1 950 adolescents qui purgeaient leur peine en milieu fermé – un peu moins de la moitié (47 %) de tous les adolescents placés sous garde (tableau 1). Le nombre d'adolescents en milieu fermé n'a pas cessé d'augmenter (15 %) depuis 1990-1991, bien qu'il ait affiché une légère diminution de 4 % entre 1990-1991 et 1991-1992. Le nombre d'adolescents qui purgeaient leur peine dans un milieu ouvert a aussi augmenté progressivement, soit de 24 % depuis 1990-1991.

Depuis 1990-1991, des variations considérables ont été relevées dans les provinces au niveau des proportions d'adolescents placés en milieu fermé et en milieu ouvert (figure 4). En Ontario, le nombre d'adolescents en milieu fermé n'a augmenté que de 10 %, alors que le nombre en milieu ouvert a connu une hausse de près de trois fois supérieure (29 %) au cours de la même période. En Saskatchewan, le nombre d'adolescents gardés en milieu fermé a augmenté de 29 %, alors que le nombre d'adolescents en milieu ouvert a légèrement diminué (-1 %). En Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, le nombre d'adolescents placés en milieu fermé a diminué (-5 % et -13 %, respectivement), alors que le nombre d'adolescents en milieu ouvert a sensiblement augmenté (46 % et 19 % respectivement).

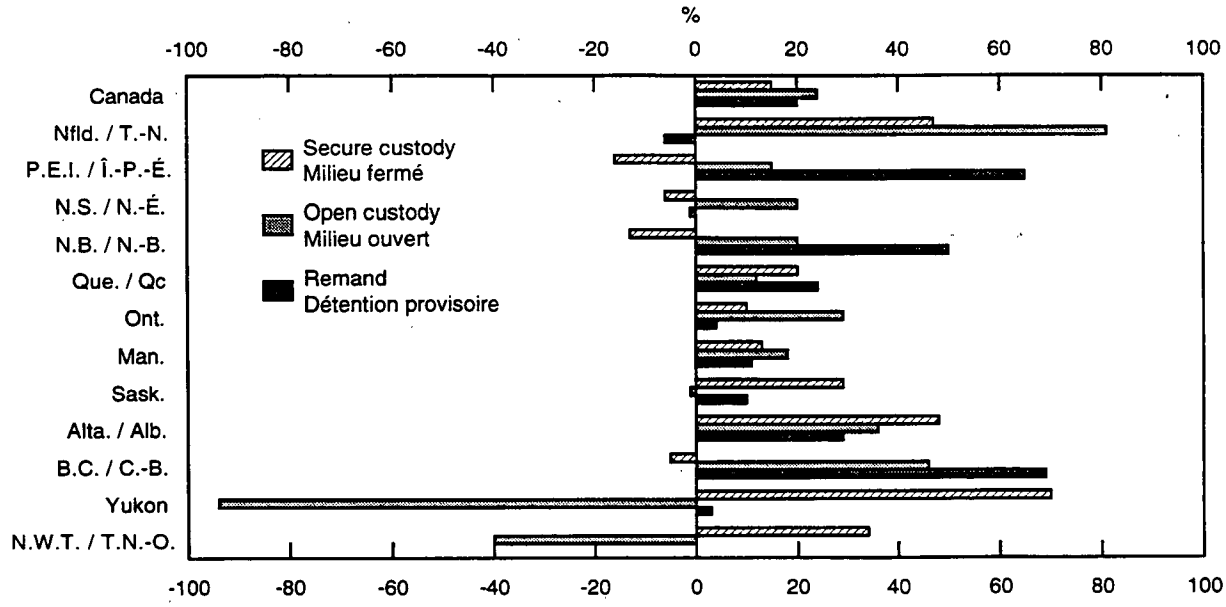
Une importante tendance tient au recours au placement en milieu fermé pour certains types d'infractions, plus précisément des infractions contre les biens, qui ont normalement représenté une plus forte proportion des placements sous garde par rapport aux autres types d'infractions. Par exemple, en 1991-1992, environ 46 % de toutes les condamnations à un placement sous garde en milieu fermé impliquaient des infractions contre les biens, alors qu'en 1994-1995 cette proportion ne s'établissait qu'à 40 %. De même, en 1991-1992, les introductions par effraction ont compté pour près de 23% des condamnations à un placement sous garde en milieu fermé, comparativement à 17 % en 1994-1995.

À l'instar des tendances enregistrées dans l'utilisation globale des placements sous garde, toutefois, il importe de noter que les cas d'infractions 'administratives' visés par la LJC, qui sont normalement des cas n'impliquant aucune violence, ont représenté une plus forte proportion des cas se soldant par une condamnation à un placement en milieu fermé, passant de 12,2 % en 1991-1992 à 16 % en 1994-1995. De même, les crimes de violence ont compté pour une plus forte proportion des cas se soldant par une condamnation à la garde en milieu fermé, augmentant de 16 % (en 1991-1992) à 18,3 % en 1994-1995.

Figure 4

Percentage Change in Average Daily Count of Young Offenders, by Custody Status from 1990-91 to 1994-95, Canada and the Provinces

Taux de variation du compte quotidien moyen des jeunes contrevenants, selon le statut de la détention de 1990-1991 à 1994-1995, Canada et provinces



Note: See Table 1 footnotes.
Source: Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders, August 1995.

Nota : Veullez vous référer aux notes de bas de page du tableau 1.
Source: Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants, août 1995.

Factors Involved In Sentences To Custody: Recent Amendments

Recent legislative amendments suggest an emphasis away from sentences to custody unless several key criteria are satisfied. For example, incarceration must not constitute a replacement for appropriate child protection in the absence of other necessary health and social measures. In addition, when dealing with cases which ***do not*** involve serious personal injury to victims, the youth court must respect the need to hold the offender responsible for his/her actions, but, through non-custodial dispositions whenever appropriate. Further, all available alternatives which are reasonable within the specific circumstances must be considered prior to sentencing a youth to custody. Finally, if after consideration of these provisions a sentence to custody is ordered, it is incumbent upon the youth court to state the reasons why a non-custodial disposition would not have been adequate.

Facteurs qui interviennent dans les décisions comportant un placement sous garde : modifications récentes

Selon des modifications récemment apportées à la loi, les tribunaux devraient éviter les placements sous garde à moins d'avoir satisfait à certains critères clés. Par exemple, l'incarcération ne doit pas remplacer une protection appropriée de l'enfant en l'absence d'autres mesures de santé et mesures sociales nécessaires. En outre, lorsqu'il s'agit de cas où **il n'y a pas eu** de lésions corporelles graves à des victimes, le tribunal pour adolescents doit respecter le besoin de tenir le contrevenant responsable de ses actes mais, dans la mesure du possible, au moyen de décisions ne comportant pas de placement sous garde. De plus, il faut examiner toutes les mesures de rechange possibles jugées raisonnables dans les circonstances de l'affaire avant de condamner un adolescent à un placement sous garde. Enfin, si après avoir tenu compte de ces dispositions le tribunal de la jeunesse ordonne un placement sous garde, il lui incombe de fournir les raisons pour lesquelles il a jugé qu'une décision ne comportant pas la garde n'aurait pas été appropriée.

Number of Youths on Probation

During 1994-95, excluding the Northwest Territories, an average of 35,770 youths were serving a term of supervised probation, an increase of 4% over 1993-94 (Table 5). The number of youths on probation has increased steadily every year since 1990-91, 30% overall. The number of youths on probation has also increased in each province since 1990-91, with Ontario recording the

Nombre d'adolescents en probation

En 1994-1995, à l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest, 35 770 adolescents, en moyenne, étaient en probation sous surveillance, une augmentation de 4 % par rapport à 1993-1994 (tableau 5). Le nombre d'adolescents en probation a augmenté tous les ans depuis 1990-1991, pour une augmentation totale de 30 %. Le nombre d'adolescents en probation a aussi accusé une hausse dans chaque province depuis 1990-1991, l'Ontario affichant la

largest increase (44%). The next largest increase was in New Brunswick, where the number of youths on probation increased by 34%, from 876 youths in 1990-91 to 1,175 youths in 1994-95. Increases in the other jurisdictions ranged from 0.2% in Saskatchewan to 32% in Quebec.

plus forte augmentation (44 %). Venait ensuite le Nouveau-Brunswick, où le nombre d'adolescents en probation a augmenté de 34 %, de 876 adolescents en 1990-1991 à 1 175 adolescents en 1994-1995. Les autres secteurs de compétence ont affiché des augmentations variant de 0,2 % en Saskatchewan à 32 % au Québec.

Conclusion

As discussed in this Juristat, many young offenders in custody were involved in property-related crimes. Recent legislative amendments, however, imply a greater emphasis on rehabilitation in the community for non-violent offenders. While the system is being directed to treat serious violence more harshly, the frequency of custody being ordered for lesser serious/non-violent matters may decrease. This is emphasized in Bill C-37, which specifies that custody, for non-violent matters, should be used only after satisfying the court that non-custody is not the best option. Once these amendments have been implemented, together with the increasing use of other options such as Alternative Measures programs, it can be expected that the composition of Canada's youth custodial population will tend toward serious violent youths spending longer periods of time in facilities.

Conclusion

Comme il est mentionné dans le présent Juristat, bon nombre de jeunes contrevenants placés sous garde avaient commis des crimes contre les biens. De récentes modifications législatives laissent entendre que les tribunaux devront mettre plus d'accent sur la réadaptation dans la collectivité pour les contrevenants ayant commis des crimes sans violence. Bien que le système tente de traiter plus sévèrement les crimes de violence graves, il pourrait y avoir une diminution du nombre de décisions comportant la garde dans le cas des crimes sans violence/moins graves. C'est ce que l'on souligne dans le projet de loi C-37, où il est indiqué que le placement sous garde, dans les affaires sans violence, devrait être utilisé seulement après que le tribunal a été convaincu qu'une décision ne comportant pas la garde n'est pas la meilleure solution. Une fois que ces modifications auront été mises en oeuvre, et que l'on aura davantage recours à d'autres possibilités comme des programmes de mesures de rechange, on pourra s'attendre que la population de jeunes détenus au Canada se compose en grande partie de contrevenants ayant commis des crimes de violence graves, qui passeront de plus longues périodes en établissement.

Methodology

Corrections Key Indicator Report For Adults And Young Offenders (KIR)

The KIR, prepared by the Corrections Program of the Canadian Centre for Justice Statistics, presents the average daily counts of young offenders in secure and open custody, and on remand. These data are presented monthly, by fiscal year. The data for the monthly average daily counts are calculated by dividing the total days stay for all remand, secure and open correctional institutions within the jurisdiction by the number of days in the month. Annual counts are calculated by averaging the monthly counts. The report also presents month-end supervised probation counts by jurisdiction.

Méthodologie

Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour adultes et pour jeunes contrevenants (RIC)

Le RIC, qui est préparé par le Programme des services correctionnels du Centre canadien de la statistique juridique, présente les comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants dans des établissements en milieu fermé et en milieu ouvert, ainsi qu'en détention provisoire. Ces données sont présentées par mois et par exercice financier. On calcule les données pour les comptes quotidiens moyens, par mois, en divisant la durée totale (en jours) des séjours dans tous les établissements de détention provisoire, les établissements en milieu fermé et les établissements en milieu ouvert de chaque secteur de compétence, par le nombre de jours que compte le mois. On arrive aux comptes annuels en établissant la moyenne des comptes mensuels. Le rapport présente également le nombre de probationnaires sous surveillance à la fin du mois, par secteur de compétence.

Youth Court Survey (YCS)

The Youth Court Survey (YCS), conducted by the Courts Program of the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), is intended to be a census of *Criminal Code* and other federal statute offences heard in youth court for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday) at the time of the offence. The base year for all analyses in this report is 1991-92.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the *YOA* has been implemented. Pre-court screening procedures may affect the number of youths appearing in court. The Crown Attorney, for example, may decide not to proceed with a charge, or the initial charge may be changed. A youth may also be diverted from the court process into a program such as Alternative Measures or a police diversion program. Differences in procedures and eligibility requirements of these programs across the jurisdictions may also influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, these data should be considered indicative rather than definitive and their analysis is limited to general comparison. Ontario was included in the YCS for the first time in 1991-92, representing approximately 85% of its respective provincial total. Full coverage for Ontario has been available since 1992-93.

Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ)

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ), menée par le Programme des tribunaux du Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), se veut un recensement des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse relativement à des infractions au *Code criminel* et aux autres lois fédérales dont sont accusés des adolescents qui étaient âgés de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18e anniversaire) au moment de l'infraction. Pour toutes les analyses dans le présent rapport, l'année de base est l'année 1991-1992.

Les différences observées dans les années entre les périodes et entre les secteurs de compétence sont attribuables à un certain nombre de facteurs qui traduisent la façon dont la *LJC* a été appliquée. Les procédures d'examen préalables à la comparution peuvent influer sur le nombre d'adolescents qui comparaissent devant le tribunal. Il se peut, par exemple, que le procureur de la Couronne décide de ne pas poursuivre une accusation, ou encore que l'accusation initiale soit modifiée. Il se peut aussi que l'adolescent soit soustrait à la procédure judiciaire et orienté vers un programme comme celui des mesures de rechange ou un programme de déjudiciarisation de la police. Les différences qui existent entre les secteurs de compétence quant aux procédures et aux critères d'admissibilité peuvent aussi influer sur le nombre de causes et les caractéristiques des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse. L'analyse des données provenant de cette enquête consiste donc uniquement en des comparaisons générales des données, qui sont présentées à titre indicatif plutôt que définitif. L'Ontario a participé à l'ETJ pour la première fois en 1991-1992, et les données que la province a fournies représentaient environ 85 % de ses chiffres totaux. Toutes les données pour l'Ontario sont disponibles depuis 1992-1993.

Table 1

Average Daily Counts of Young Offenders by Custody Status, 1990-91 to 1994-95

Tableau 1

Comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants selon le statut de la détention, 1990-1991 à 1994-1995

Jurisdiction / Secteur de compétence		Sentenced – Condamnés: Secure Custody / Milieu fermé	Sentenced – Condamnés: Open Custody / Milieu ouvert	Sentenced – Condamnés: Total	Remand / Renvois	Actual In[1] / Compte actuel[1]	% change from previous year / % en variation par rapport à l'année précédente	Rate of incarceration[2] / Taux d'incarcération[2]	% change from previous year / % en variation par rapport à l'année précédente
Newfoundland & Labrador – Terre-Neuve et Labrador	1990-91	42.8	45.0	87.8	8.8	96.6	...	15.2	...
	1991-92	51.3	75.2	126.5	10.5	137.0	41.8	22.3	46.9
	1992-93	67.8	77.3	145.1	12.7	157.8	15.2	26.4	18.3
	1993-94	65.6	71.2	136.8	8.3	145.1	-8.0	25.0	-5.4
	1994-95	62.7	81.3	144.0	8.3	152.3	5.0	27.2	8.9
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1990-91	18.1	14.2	32.3	2.3	34.6	...	28.8	...
	1991-92	18.2	15.9	34.1	4.1	38.2	10.4	32.1	11.3
	1992-93	28.1	19.0	47.1	3.4	50.5	32.2	42.8	33.3
	1993-94	22.5	21.9	44.4	2.9	47.3	-6.3	40.1	-6.3
	1994-95	15.6	16.3	31.9	3.8	35.7	-24.5	30.0	-25.2
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse[3]	1990-91	47.1	89.1	136.2	16.8	153.0	...	19.5	...
	1991-92	33.3	95.0	128.3	16.2	144.5	-5.6	18.7	-4.2
	1992-93	39.6	107.8	147.4	15.5	162.9	12.7	21.3	13.6
	1993-94	46.6	96.5	143.1	14.5	157.6	-3.3	20.7	-2.5
	1994-95[4]	44.8	107.0	151.8	16.7	168.5	6.9	22.4	8.0
New Brunswick – Nouveau-Brunswick[5]	1990-91	74.3	100.7	175.0	10.3	185.3	...	26.8	...
	1991-92	81.6	118.7	200.3	15.8	216.1	16.6	31.8	18.9
	1992-93	86.3	100.3	186.6	14.3	200.9	-7.0	30.1	-5.5
	1993-94	83.4	113.2	196.6	14.2	210.8	4.9	32.2	7.2
	1994-95	65.0	120.3	185.3	15.4	200.7	-4.8	31.2	-3.2
Québec	1990-91	218.9	222.0	440.9	93.6	534.5	...	9.5	...
	1991-92	228.3	241.0	469.3	107.9	577.2	8.0	10.1	5.7
	1992-93	237.1	258.0	495.1	99.4	594.5	3.0	10.1	0.8
	1993-94	245.0	226.8	471.8	118.6	590.4	-0.7	10.0	-1.8
	1994-95[6]	261.7	247.9	509.6	115.6	625.2	5.9	10.5	5.0
Ontario[7]	1990-91	763.2	749.5	1,512.7	191.0	1,703.7	...	21.0	...
	1991-92	689.3	791.0	1,480.3	179.8	1,660.1	-2.6	20.3	-3.1
	1992-93	785.3	867.6	1,652.9	191.4	1,844.3	11.1	22.3	9.9
	1993-94	813.1	921.8	1,734.9	187.8	1,922.7	4.3	23.0	3.1
	1994-95	838.9	963.4	1,802.3	199.0	2,001.3	4.1	23.8	3.5
Manitoba	1990-91	86.2	99.2	185.4	74.9	260.3	...	27.1	...
	1991-92	102.8	102.0	204.8	76.6	281.4	8.1	29.5	8.6
	1992-93	77.0	101.2	178.2	51.9	230.1	-18.2	24.3	-17.6
	1993-94	96.8	100.6	197.4	76.7	274.1	19.1	29.0	19.5
	1994-95	97.7	117.3	215.0	83.3	298.3	8.8	31.7	9.4
Saskatchewan[8]	1990-91	119.0	142.0	261.0	51.5	312.5	...	34.0	...
	1991-92	120.5	144.9	265.4	51.3	316.7	1.3	34.4	1.2
	1992-93	129.0	119.1	248.1	43.0	291.1	-8.1	31.5	-8.3
	1993-94	140.4	132.4	272.8	45.1	317.9	9.2	34.2	8.5
	1994-95	153.3	140.7	294.0	56.5	350.5	10.3	37.4	9.4
Alberta	1990-91	168.7	165.6	334.3	121.6	455.9	...	21.2	...
	1991-92	173.6	178.8	352.4	126.3	478.7	5.0	21.8	2.7
	1992-93	208.5	193.9	402.4	140.3	542.7	13.4	24.2	10.8
	1993-94	250.6	223.5	474.1	151.3	625.4	15.2	27.2	12.6
	1994-95	250.3	225.1	475.4	156.3	631.7	1.0	26.9	-1.0
British Columbia – Colombie-Britannique[9]	1990-91	129.2	133.1	262.3	52.0	314.3	...	12.5	...
	1991-92	107.7	146.0	253.7	46.8	300.5	-4.4	11.6	-7.0
	1992-93	106.3	155.9	262.2	54.4	316.6	5.4	11.9	2.4
	1993-94	114.6	168.7	283.3	75.9	359.2	13.5	13.1	10.4
	1994-95	122.8	194.2	317.0	87.7	404.7	12.7	14.3	9.2
Yukon	1990-91	4.4	9.8	14.2	3.9	18.1	...	75.4	...
	1991-92	3.6	7.3	10.9	2.6	13.5	-25.4	56.3	-25.4
	1992-93	3.8	3.3	7.1	2.6	9.7	-28.1	40.4	-28.1
	1993-94	3.9	2.2	6.1	2.1	8.2	-15.5	32.8	-18.8
	1994-95	7.5	0.6	8.1	4.0	12.1	47.6	50.4	53.7
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest[10]	1990-91	20.8	40.3	61.1	2.2	63.3	...	105.5	...
	1991-92	23.1	22.9	46.0	3.1	49.1	-22.4	79.2	-24.9
	1992-93	20.5	32.3	52.8	4.8	57.6	17.3	90.0	13.6
	1993-94	15.3	35.4	50.7	4.7	55.4	-3.8	86.6	-3.8
	1994-95	27.3	24.3	51.6	9.6	61.2	10.5	92.7	7.1
CANADA – TOTAL – CANADA[11]	**1990-91**	**1,692.7**	**1,810.5**	**3,503.2**	**628.9**	**4,132.1**	**...**	**18.3**	**...**
	1991-92	**1,633.3**	**1,938.7**	**3,572.0**	**641.0**	**4,213.0**	**2.0**	**18.4**	**0.9**
	1992-93	**1,789.3**	**2,035.7**	**3,825.0**	**633.7**	**4,458.7**	**5.8**	**19.3**	**4.4**
	1993-94	**1,897.8**	**2,114.2**	**4,012.0**	**702.1**	**4,714.1**	**5.7**	**20.1**	**4.6**
	1994-95	**1,947.6**	**2,238.4**	**4,186.0**	**756.2**	**4,942.2**	**4.8**	**20.9**	**4.0**

... See footnote(s) at end of tables. – Voir note(s) à la fin des tableaux.
Source: Young Offender Key Indicator Report. – Rapport des indicateurs clés des jeunes contrevenants.

Table 2

Number and Distribution of Cases Heard by Youth Courts by Most Significant Disposition, Age and Sex of the Accused, 1994-95

Tableau 2

Nombre et répartition des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon la décision la plus importante, l'âge et le sexe de l'accusé 1994-1995

Disposition / Décision		Total	Age[1] 13 or less / 13 ans et moins		14 and 15 / 14 et 15 ans		16 or greater / 16 ans et plus		Unknown / Inconnu	
		No. Nbre	No. Nbre	%	No. Nbre	%	No. Nbre	%	No. Nbre	%
Total	T	73,969	8,180	11%	26,915	36%	38,001	51%	873	1%
	M	61,360	6,444	11%	21,220	35%	32,973	54%	723	1%
	F	12,609	1,736	14%	5,695	45%	5,028	40%	150	1%
Secure/ Milieu fermé	T	11,616	543	5%	3,754	32%	7,149	62%	170	1%
	M	10,521	456	4%	3,228	31%	6,685	64%	152	1%
	F	1,095	87	8%	526	48%	464	42%	18	2%
Open/ Milieu ouvert	T	13,596	1,365	10%	5,448	40%	6,631	49%	152	1%
	M	11,800	1,149	10%	4,505	38%	6,024	51%	122	1%
	F	1,796	216	12%	943	53%	607	34%	30	2%
Probation	T	35,627	5,038	14%	13,659	38%	16,477	46%	453	1%
	M	28,675	3,944	14%	10,516	37%	13,850	48%	365	1%
	F	6,952	1,094	16%	3,143	45%	2,627	38%	88	1%
Other/Autre	T	13,130	1,234	9%	4,054	31%	7,744	59%	98	1%
	M	10,364	895	9%	2,971	29%	6,414	62%	84	1%
	F	2,766	339	12%	1,083	39%	1,330	48%	14	1%

[1] *Age is the age at the time the most significant charge was committed*
[1] *L'âge est celui de l'accusé à la date de l'accusation la plus importante*
Source: Youth Court Survey, 1994-95
Source: Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-95

Table 3

Cases Heard in Youth Courts and Found Guilty, by Custodial Disposition, 1991-92 to 1994-95

Tableau 3

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse et qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité selon le genre de garde, 1991-1992 à 1994-1995

Jurisdiction / Secteur de compétence		Total Cases / Total des causes	Total Guilty / Total coupable		Secure Custody / Milieu fermé		Open Custody / Milieu ouvert	
		No. Nbre.	No. Nbre.	%	No. Nbre.	%	No. Nbre.	%
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1991-92	2,887	2,508	87%	357	14%	496	20%
	1992-93	2,556	2,174	85%	383	18%	433	20%
	1993-94	2,126	1,805	85%	245	14%	345	19%
	1994-95	2,061	1,810	88%	289	16%	420	23%
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1991-92	576	529	92%	82	16%	141	27%
	1992-93	490	441	90%	79	18%	123	28%
	1993-94	501	410	82%	61	15%	116	28%
	1994-95	404	353	87%	53	15%	91	26%
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1991-92	3,520	2,769	79%	144	5%	569	21%
	1992-93	3,078	2,442	79%	142	6%	566	23%
	1993-94	3,133	2,446	78%	146	6%	518	21%
	1994-95	3,240	2,548	79%	160	6%	603	24%
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1991-92	2,401	2,141	89%	395	18%	387	18%
	1992-93	2,133	1,926	90%	342	18%	288	15%
	1993-94	2,527	2,274	90%	387	17%	416	18%
	1994-95	2,550	2,263	89%	357	16%	386	17%
Québec	1991-92	10,139	8,326	82%	1,723	21%	1,019	12%
	1992-93	10,293	8,603	84%	1,565	18%	1,148	13%
	1993-94	10,322	8,574	83%	1,595	19%	1,115	13%
	1994-95	10,944	9,065	83%	1,579	17%	1,284	14%
Ontario	1991-92[1]	48,854	25,924	53%	3,676	14%	5,661	22%
	1992-93	47,970	28,469	59%	4,198	15%	6,273	22%
	1993-94	50,008	30,610	61%	5,389	18%	6,656	22%
	1994-95	46,355	28,085	61%	5,297	19%	6,158	22%
Manitoba	1991-92	7,795	4,457	57%	499	11%	628	14%
	1992-93	7,665	4,196	55%	511	12%	568	14%
	1993-94	8,329	4,526	54%	545	12%	634	14%
	1994-95	7,847	4,352	55%	482	11%	763	18%
Saskatchewan	1991-92	9,055	6,463	71%	760	12%	1,044	16%
	1992-93	8,012	5,731	72%	725	13%	776	14%
	1993-94	8,095	5,652	70%	768	14%	822	15%
	1994-95	7,577	5,308	70%	851	16%	824	16%
Alberta	1991-92	19,650	13,945	71%	1,587	11%	1,369	10%
	1992-93	19,882	14,296	72%	1,887	13%	1,692	12%
	1993-94	19,240	13,394	70%	1,913	14%	1,753	13%
	1994-95	17,505	12,309	70%	1,749	14%	1,576	13%
British Columbia – Colombie-Britannique	1991-92	13,229	9,234	70%	580	6%	1,497	16%
	1992-93	12,202	8,354	68%	672	8%	1,451	17%
	1993-94	10,613	7,615	72%	721	9%	1,559	20%
	1994-95	10,258	7,236	71%	675	9%	1,442	20%
Yukon	1991-92	342	197	58%	38	19%	54	27%
	1992-93	256	150	59%	37	25%	25	17%
	1993-94	323	172	53%	43	25%	28	16%
	1994-95	343	181	53%	51	28%	1	1%
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1991-92	574	434	76%	67	15%	52	12%
	1992-93	650	474	73%	75	16%	84	18%
	1993-94	732	532	73%	61	11%	109	20%
	1994-95	659	459	70%	73	16%	108	24%
CANADA – TOTAL – CANADA	**1991-92[1]**	**119,022**	**76,927**	**65%**	**9,908**	**13%**	**12,917**	**17%**
	1992-93	**115,187**	**77,256**	**67%**	**10,616**	**14%**	**13,427**	**17%**
	1993-94	**115,949**	**78,010**	**67%**	**11,874**	**15%**	**14,071**	**18%**
	1994-95	**109,743**	**73,969**	**67%**	**11,616**	**16%**	**13,596**	**18%**

See footnote(s) at end of tables/Voir note(s) à la fin des tableaux
Source: Youth Court Survey, 1991-92 to 1994-95
Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1991-1992 à 1994-1995.

Table 4

Rates of Youths in Custody Per 10,000 Youth Population – 1994-95

Tableau 4

Le taux de placement sous garde d'adolescents, pour 10 000 adolescents – 1994-1995

Jurisdiction Secteur de compétence	Sentenced – Condamnés Secure Custody Milieu fermé	Open Custody Milieu ouvert	Total Sentenced Custody Total en milieu de garde	Remand Renvois	Total[1]
Newfoundland & Labrador – Terre-Neuve et Labrador	11.2	14.5	25.7	1.5	27.2
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	13.1	13.7	26.8	3.2	30.0
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	5.9	14.2	20.2	2.2	22.4
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	10.1	18.7	28.8	2.4	31.2
Québec	4.4	4.2	8.6	1.9	10.5
Ontario	10.0	11.4	21.4	2.4	23.8
Manitoba	10.4	12.5	22.9	8.8	31.7
Saskatchewan	16.4	15.0	31.4	6.0	37.4
Alberta	10.7	9.6	20.3	6.6	26.9
British Columbia – Colombie-Britannique	4.3	6.9	11.2	3.1	14.3
Yukon	31.3	2.5	33.8	16.7	50.4
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	41.4	36.8	78.2	14.5	92.7
CANADA	**8.3**	**9.5**	**17.7**	**3.2**	**20.9**

[1] *Totals do not include Ontario remand data for 12 - 15 year olds*
[1] *Les données sur la détention provisoire des alolescents de 12 à15 ans en Ontario ne sont pas disponibles*
Source: Young Offender Key Indicator Report
Rapport des Indicateurs clés des jeunes contrevenants

Table 5

Month-End Probation Counts of Young Offenders, 1990-91 to 1994-95[1]

Tableau 5

Comptes des probationnaires en fin de mois, 1990-1991 à 1994-1995[1]

Jurisdiction / Secteur de compétence		Total Supervised / Total avec suivi	% Change Previous Year / % en variation par rapport à l'année précédente
Newfoundland & Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	1,209	...
	1991-92	1,326	10%
	1992-93	1,397	5%
	1993-94	1,395	0%
	1994-95	1,258	-10%
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard[2]	1990-91	368	...
	1991-92	425	15%
	1992-93	485	14%
	1993-94	490	1%
	1994-95	475	-3%
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse[3]	1990-91	1,186	...
	1991-92	1,334	12%
	1992-93	1,372	3%
	1993-94	1,376	0%
	1994-95	1,482	8%
New Brunswick – Nouveau-Brunswick[4]	1990-91	876	...
	1991-92	1,020	16%
	1992-93	1,028	1%
	1993-94	1,124	9%
	1994-95	1,175	5%
Québec[5]	1990-91	2,623	...
	1991-92	2,875	10%
	1992-93	3,214	12%
	1993-94	3,322	3%
	1994-95	3,455	4%
Ontario	1990-91	11,864	...
	1991-92	15,145	28%
	1992-93	16,079	6%
	1993-94	16,584	3%
	1994-95	17,055	3%
Manitoba	1990-91	1,395	...
	1991-92	1,496	7%
	1992-93	1,456	-3%
	1993-94	1,594	9%
	1994-95	1,759	10%
Saskatchewan	1990-91	1,610	...
	1991-92	1,705	6%
	1992-93	1,769	4%
	1993-94	1,735	-2%
	1994-95	1,614	-7%
Alberta	1990-91	2,597	...
	1991-92	2,871	11%
	1992-93	2,962	3%
	1993-94	2,923	-1%
	1994-95	3,019	3%
British Columbia – Colombie-Britannique[6]	1990-91	3,733	...
	1991-92	3,989	7%
	1992-93	3,877	-3%
	1993-94	3,922	1%
	1994-95	4,399	12%
Yukon	1990-91	64	...
	1991-92	72	13%
	1992-93	81	13%
	1993-94	81	0%
	1994-95	80	-1%
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1990-91	..	..
	1991-92	..	..
	1992-93	..	..
	1993-94	..	..
	1994-95	..	..
CANADA – TOTAL – CANADA[7]	**1990-91**	**27,525**	..
	1991-92	**32,258**	..
	1992-93	**33,720**	**5%**
	1993-94	**34,546**	**2%**
	1994-95	**35,771**	**4%**

See footnote(s) at end of tables/Voir note(s) à la fin des tableaux
.. Figures not available / Nombres indisponibles
... Figures not applicable / Nombres inapplicable
Source: Soung Offender Key Indicator Report
Rapport des indicateurs clé des jeunes contrevenants

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Footnotes

Table 1

[1] Actual in counts include secure custody, open custody, remand/temporary detention. Due to rounding, figures may not add to totals.

[2] Rate per 10,000 youth.

[3] Nova Scotia: Supervised probation data for the months of October to March 1994-95 are not available. Note that the "average" is calculated based only on the months with available data.

[4] Nova Scotia: Intermittent sentences have been included under the open custody cases.

[5] New Brunswick: Secure custody counts are daily counts; open custody counts are weekly counts.

[6] Quebec: Data for the month of March 1995 are not available. The "average" is calculated based only on the months of March 1994 to February 1995.

[7] Ontario: Remand data for 12-15 year olds are not available for October to March 1993-94 and for fiscal year 1994-95, therefore they are not included for 1990-91 to 1994-95. Only 16-17 year olds are recorded in the remand data.

[8] Saskatchewan: Young offenders on temporary absences are included in the actual-in count.

[9] British Columbia: As of October 1991, open custody data include youths in community based residential centres.

[10] Northwest Territories: 1990-91 totals for Northwest Territories' young offenders cover only the first six months of the 1990-91 fiscal year.

[11] Canada Total: Totals for Northwest Territories young offenders cover first six months of 1990-91 fiscal year. Total does not include Ontario remand data for 12 - 15 year olds in any year.

Table 3

[1] In 1991-92, Ontario figures represented approximately 85% of its respective provincial total.

Table 5

[1] Due to rounding, figures may not add to totals.

[2] Prince Edward Island – Data include alternative measures.

Notes

Tableau 1

[1] Les comptes réels englobent les adolescents sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert, ainsi que les adolescents en prévention/détention provisoire. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

[2] Taux pour 10 000 adolescents.

[3] Nouvelle-Écosse : les données sur la probation sous surveillance ne sont pas disponibles pour les mois d'octobre à mars 1994-1995. À noter que la 'moyenne' est calculée uniquement en fonction des mois où des données sont disponibles.

[4] Nouvelle-Écosse : les peines discontinues ont été incluses dans les causes impliquant un placement sous garde en milieu ouvert.

[5] Nouveau-Brunswick : les comptes relatifs aux placements sous garde en milieu fermé sont des comptes quotidiens; les comptes relatifs aux placements en milieu ouvert sont des comptes hebdomadaires.

[6] Québec : les données pour le mois de mars 1995 ne sont pas disponibles. La 'moyenne' est calculée uniquement en fonction de la période allant de mars 1994 à février 1995.

[7] Ontario : les données sur la détention provisoire pour les adolescents de 12 à 15 ans ne sont pas disponibles pour la période allant d'octobre à mars 1993-1994, ni pour l'exercice 1994-1995; par conséquent, elles ne sont pas incluses pour la période 1990-1991 à 1994-1995. Seuls les adolescents de 16 à 17 ans sont inclus dans les données sur la détention provisoire.

[8] Saskatchewan : les jeunes contrevenants bénéficiant d'une absence temporaire sont inclus dans le compte réel.

[9] Colombie-Britannique : depuis octobre 1991, les données sur les placements sous garde en milieu ouvert comprennent les adolescents dans des centres résidentiels communautaires.

[10] Territoires du Nord-Ouest : les totaux de 1990-1991 pour les jeunes contrevenants des Territoires du Nord-Ouest portent uniquement sur les six premiers mois de l'exercice 1990-1991.

[11] Total pour le Canada : les totaux pour les jeunes contrevenants des Territoires du Nord-Ouest portent sur les six premiers mois de l'exercice 1990-1991. Le total ne comprend pas les données sur la détention provisoire des adolescents de 12 à 15 ans en Ontario, et ce, pour aucune des années visées.

Tableau 3

[1] En 1991-1992, les chiffres de l'Ontario ont représenté environ 85 % de son total provincial respectif.

Tableau 5

[1] Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

[2] Île-du-Prince-Édouard – les données se rapportent également aux mesures de rechange.

[3] Nova Scotia: Total supervised data were calculated on the first 6 months of 1994-95 only. Data for the last 6 months are not available.

[4] New Brunswick: Probation counts are monthly counts.

[5] Quebec: Data for 1994-95 is an estimate

[6] British Columbia – Due to the implementation of the Probation Records System, the supervised probation caseload does not include custody orders as previously reported prior to April 1991.

[7] Canada Total – Excludes the last 6 months of Nova Scotia data for 1994-95 and the Northwest Territories for all years. Due to gaps in survey coverage, yearly percentage change for Canada totals is not applicable in most years.

[3] Nouvelle-Écosse : le total pour les données sur la probation sous surveillance a été calculé en fonction des six premiers mois de 1994-1995 uniquement. Les données pour les six derniers mois ne sont pas disponibles.

[4] Nouveau-Brunswick : les comptes de probationnaires sont des comptes mensuels.

[5] Québec : les données pour 1994-1995 sont une estimation.

[6] Colombie-Britannique – en raison de la mise en place du système d'enregistrement des cas de probation, le nombre de cas de probation sous surveillance n'inclut pas les ordonnances de garde, contrairement aux exercices antérieurs à avril 1991.

[7] Canada – total : sont exclus les six derniers mois de données de la Nouvelle-Écosse pour 1994-1995 et des Territoires du Nord-Ouest pour toutes les années. En raison de lacunes dans la couverture de l'enquête, le changement en pourcentage d'une année à l'autre ne s'applique pas pour la plupart des années.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA
1010210724

Canadian Centre for Justice Statistics | statistique juridique

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **(613) 951-9023** or **toll-free 1 800 387-2231.** To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **(613) 951-9023** ou **le numéro sans frais 1 800 387-2231.** Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

Vol.15 No. 4	The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994
Vol.15 No. 5	Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994
Vol.15 No. 6	Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes
Vol.15 No. 7	Youth Custody and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994
Vol.15 No. 8	Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993
Vol.15 No. 9	Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle
Vol. 15 No. 10	Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada
Vol. 15 No. 11	Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994
Vol. 15 No. 12	Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994
Vol. 15 No. 13	Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada
Vol. 15 No. 14	Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994
Vol. 15 No. 15	Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
Vol. 15 No. 16	Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
Vol. 16 No. 1	Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
Vol. 16 No. 2	Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
Vol. 16 No. 3	Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.